



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministérialité
et du développement durable**

ARRÊTÉ DIDD – 2024 – n° 129

modifiant l'autorisation d'exploiter accordée à la société Santrac pour sa carrière située sur le territoire des communes de Chambellay et de Chenillé-Champteussé, notamment à Chenillé-Changé, au lieu-dit « Le Terrinière »

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

Vu le Code de l'environnement, et notamment son titre Ier du livre V et son article R.181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'Etat, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graves et ses installations de traitement des matériaux DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 au nom de la société Santrac (env. 14 ha - 11 ans – Prod. max de 49 000 t/an).

Vu l'arrêté préfectoral DIDD-2022 n°188 du 05 juillet 2022 de dispense d'étude d'impact faisant suite à un examen au cas par cas relatif à une prolongation de l'autorisation d'exploiter de 18 ans et à son extension sur 6 ha 22 a 82 ca sur la commune de Montreuil-sur-Maine (avec la même Prod. max. 49 000 t/an) ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

Vu la demande de la société Santrac du 25 janvier 2024 sollicitant une prolongation d'une année de l'autorisation d'exploiter la carrière au lieu-dit « La Terrinière » notamment à Chenillé-Changé sur le territoire des communes de Chambellay et de Chenillé-Champteussé ;

Vu le dossier joint à la demande ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 janvier 2024 ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée ne modifie pas l'emprise de la carrière ni les conditions d'exploitation existantes ;

Considérant que la prolongation de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société Santrac ne fait pas apparaître d'impacts négatifs nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant que cette modification sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être mises en œuvre ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ou compléter l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 susvisé pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

Considérant que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 susvisé et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la nature limitée de la modification et de ses effets sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 – OBJET

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 susvisé autorisant la société Santrac, dont le siège social est situé ZI La Sablonnière - BP 40008 - 49220 Le Lion d'Angers, à exploiter la carrière située au lieu-dit « La Terrinière » notamment à Chenillé-Changé sur le territoire des communes de Chambellay et de Chenillé-Champteussé sont modifiées par celles du présent arrêté.

Article 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION

La durée de l'autorisation d'exploiter indiquée au chapitre 1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 susvisé est augmentée d'un an (nouvelle échéance au 13 février 2025).

Article 3 – MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter DIDD-2013 n° 24 du 14 février 2013 susvisé est complété, pour la durée d'exploitation restante jusqu'à ce qu'il soit acté de la fin de l'exploitation, après remise en état des terrains, par le montant des garanties financières suivant : 310 243 € TTC indexé sur l'indice TP01 d'octobre 2009 pris comme référence initiale.

La société Santrac transmettra au préfet de Maine-et-Loire les éléments relatifs à l'actualisation (note de calcul du montant sur la base du dernier indice TP 01 connu et le plan associé au calcul) du montant ainsi que le document attestant de la constitution de ces garanties financières pour la période d'exploitation restante sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est notifiée à la société Santrac. Une copie est déposée aux archives des mairies de Chambellay et de Chenillé-Champteussé et affichée à la porte de ces mairies pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par chacune des mairies concernées, et transmis à la préfecture.

Le texte complet peut être consulté sur le site des services de l'État dans le Maine-et-Loire et dans les mairies de Chambellay et de Chenillé-Champteussé.

Article 6 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Sous-préfète de Segré-en-Anjou-Bleu, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, les Maires des communes de Chambellay et de Chenillé-Champteussé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **18 JUIN 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture

Emmanuel LE ROY